

Pourquoi

cette attaque contre l'enseignement de la philosophie au collégial ?

Je ne vais pas tenter d'ajouter des arguments nouveaux au nombre impressionnant d'arguments en faveur de l'enseignement de la philosophie au collégial. On peut en trouver dans le dernier numéro de la revue *l'Inconvénient*, dans plusieurs éditions du *Devoir* (répertoriés sur le site web de la NAPAC) et maintenant dans le dernier numéro de la revue *Argument*. Le site web de la NAPAC donne même accès à un répertoire des arguments les plus pertinents pour défendre l'enseignement de la philosophie au collégial. Il y a par ailleurs une enquête (Gendron et Provencher) ainsi qu'un DVD fait par un de mes collègues à St-Jérôme qui montrent tous les deux de façon éloquente que cet enseignement est généralement bien reçu par les étudiants.

Compte tenu de ce que l'on trouve dans l'argumentation adverse, on pourrait dire que c'est déjà presque trop...

J'irai plutôt dans le sens d'une réflexion politique sur ce qui nous menace, et nous arrivera peut-être, et que nos arguments et enquêtes ne réussiront peut-être pas à atteindre. Les réformateurs eux-mêmes seraient probablement prêts à dire qu'ils n'ont rien contre la philosophie et qu'ils en consomment bien volontiers eux-mêmes. C'est dans cette optique que je comprends les choses quand Yves Couture dit «Bien malin qui pourrait dire quels sont les buts véritables du projet actuel de réforme de l'enseignement collégial». Alors je vais tenter de faire le malin... Pire encore je vais tenter de me mettre dans la tête de ceux qui souhaitent cette réforme. parfois sans même savoir ce qu'elle sera au juste. Je vais tenter de dire quels sont les buts véritables du projet actuel de réforme du collégial et pourquoi existe ce désir de changement qui dérange les administrateurs de cégeps. Je ne veux faire aucun procès d'intention, je veux comprendre de quoi tout ceci est le symptôme. Il y a des professeurs et des étudiants qui sont d'accord avec des changements qui réduiraient d'une manière ou d'une autre l'enseignement de la philosophie, mais ils sont une minorité. que proche du pouvoir gouvernemental Il n'y a qu'on trouve des majorités parmi ce qu'il est convenu d'appeler des éminences grises (à cause de la couleur de leurs cheveux, probablement).

Ricardo Petrella, dans *Désir d'humanité*, écrit que nos sociétés ne nous incitent pas à poser les questions «Qui suis-je?», «Qui sommes-nous?», «Qu'est-ce qu'une société?», Où allons-nous? En effet, les sociétés aujourd'hui se représentent comme un marché où certaines

valeurs montent et d'autres baissent, en fonction de la demande. Je pense ici à l'humour du président de la NAPAC, Hugues Bonenfant, qui imagine, dans le Devoir de jeudi dernier, des prof de philo au moment des choix de cours qui tentent de stimuler la demande étudiante et qui crient : «Les objets dont nous traitons sont ceux qui durent le plus longtemps au monde, plus longtemps que n'importe quoi d'autre, choisissez les!»; cet humour, je crois qu'il décrit bien ce qui est envisagé comme quelque chose de sérieux par bien des promoteurs de la réforme.

Ce n'est pas parce qu'on a cessé de répéter que l'école est au service de l'idéologie dominante que c'est devenu complètement faux. On pourrait se poser jusqu'à demain la question «Pourquoi éduquer?» (et c'est une question fondamentale), mais certains entendront toujours la question «Pourquoi instruire? Les réformateurs veulent former (je devrais dire produire), pour le moins cher possible, des techniciens compétents (dont certains devront peut-être aller à l'université pour parfaire cette compétence) et produire aussi des gens capables d'aller acquérir une spécialisation à l'université. C'est ce que prescrit le plus élémentaire réalisme néo-libéral. Si on consent encore à offrir des cours qu'on n'appelle plus depuis longtemps de culture général, c'est qu'ils pourraient peut-être être arrimés (littéralement fixés avec des cordes), solidement attachés au reste de la cargaison, c'est-à-dire à la formation spécialisée.

Je ne crois pas que les gens se disent les choses aussi brutalement dans les cénacles du Ministère. En fait, je ne sais pas ce qui se dit dans les couloirs ministériels, mais je me souviens bien de ce haut fonctionnaire disant de façon compatissante à une assemblée de professeurs de philosophie que nous devrions faire du lobby auprès des professeurs des programmes techniques. Je ne sais plus trop non plus ce que l'on veut dire par les exigences de la mondialisation et ce qu'elle vient faire dans la composition de la formation générale. On me dit que ça veut dire qu'il faut que ça coûte moins cher et que ce soit plus efficace. Alors on a beau aimer la philosophie, si on lui fait la réputation de faire baisser les taux de réussite et de «diplomation», elle doit promettre de s'adapter ou disparaître.

Il existe un document très édifiant émanant du Ministère de l'éducation qui s'intitule «Les finalités de la formation générale». Quelqu'un quelque part s'est aperçu qu'on ne pourrait par faire n'importe quoi avec la formation générale tant que ce document resterait en vigueur : alors on a annoncé qu'il serait «révisé». Dernièrement, on a su qu'il avait été transformé en un certain nombre de compétences qui pourraient être développées par diverses disciplines. Chaque cégep pourra fabriquer la macédoine de son propre cru et même en offrir différentes variétés selon chaque programme ou, encore mieux, dans le meilleur des mondes, selon chaque

étudiant. La liberté individuelle, monsieur, madame, ça ne se brime pas. Le marché doit être libre. La culture est un produit soumis, comme tout produit, à la loi de l'offre et de la demande. Pensez à Radio-Canada, la Radio de toutes les cultures qui a changé d'air.

Mais, la démocratie là-dedans? La démocratie, c'est la même chose, ça change. Si un gouvernement démocratiquement élu décide de changer des choses, ces choses doivent changer. Changer pourquoi? Changer comment? D'abord changer. Pour le reste, les gens sont pleins d'imagination. Notre directeur des études nous parle déjà de cours de 15 heures, en capsules, c'est pas moderne ça!? Et pourquoi pas du team-teaching microbiologie et philosophie... Sky is the limit! Nous sommes en révolution permanente : révolution informatique, révolution bio-technologique, révolution des télécoms et autres révolutions technologiques et pourquoi pas pédagogiques. Il faut s'adapter, si on s'entête à faire de la philosophie en parlant et en utilisant des textes écrits sur du papier on ne peut que disparaître.

Plus sérieusement, ce que l'on risque de voir, c'est la démocratie qui se retourne contre elle-même. On passera d'une certaine idée de la philosophie qui soutient la démocratie, dont Yves Couture a très bien parlé dans son article, à une philosophie qui légitime la compétitivité et justifie que chaque individu soit l'entrepreneur privé de sa culture. De l'individualisme responsable que cultive la première idée de la philosophie, on risque de passer à l'individualisme que prône la seconde et qui laisse chacun seul dans le vent de la publicité et du marché. La liberté de cet individualisme-là est une illusion, bien sûr. Mais une illusion efficace et fondamentale. Elle permet d'entretenir n'importe quelle autre illusion. Par exemple, j'en suis déjà venu à dire un jour à certains étudiants un peu frondeurs qui me demandaient à quoi ça servait la philosophie, que ça servait à devenir riche. (Gorgias aurait été fier de moi). J'avais même trouvé un article qui disait que «la majorité des gens riches ont déjà étudié la philosophie»; et j'ajoutais que les pauvres qui ont des diplômes de philosophie sont très rares... J'aurais pu les laisser libres de me croire. Je ne l'ai pas fait, ils ont été un peu déçus.

En ce sens, la liberté prônée par les réformateurs, qui viendrait d'une supposée absence d'autorité qui laisse chacun choisir, ne fait que laisser chacun démuné devant ce qui lui échappe. L'enquête citée plus haut de Gendron et Provencher le démontre, c'est avant d'avoir suivi des cours de philosophie que ces cours sont les plus rébarbatifs aux yeux des étudiants. On voit la même chose dans le DVD produit à Saint-Jérôme.

Sous la direction d'un gouvernement néo-libéral, des administrateurs-entrepreneurs modernes veulent laisser une trace de leur passage en chamboulant une culture que la plupart

d'entre eux ne pratiquent pas. C'est ce qui nous menace. Les cégeps ont 35 ans. C'est vieux pour nos modernes réformateurs.

Bientôt on va nous traiter de réactionnaires, nous qui refusons la révolution pédagogique. Nous ne pourrons que ronchonner et travailler à créer le nouveau parti qui revalorisera la pensée. Pour le moment, on ne peut que continuer à résister. La NAPAC est là mais plusieurs centaines de professeurs de philosophie n'y sont pas. Les stratèges de la réforme avaient prévu cela aussi, la retraite est proche...

Bernard La Rivière
Août 2004